

L'Ukraine sera un cancer pour l'Europe et l'Iran un bourbier pour les États-Unis

Par Frank , 16 septembre 2026

L'Ukraine sera un cancer pour l'Europe et l'Iran un bourbier pour les États-Unis

L'effondrement de la diplomatie occidentale



Par Frank Dumon

Le paysage géopolitique contemporain est de plus en plus défini par une série de crises cumulatives, chacune exacerbée par un échec profond de l'art de gouverner occidental. Des champs de bataille d'Europe de l'Est aux couloirs diplomatiques du Moyen-Orient, les États-Unis et leurs alliés européens semblent pris au piège dans un cycle de rhétorique émotionnelle, de déni stratégique et de politique spectacle. Lors d'une conversation récente et révélatrice, l'ancien ambassadeur américain Chas Freeman a dressé un bilan amer et sans fard de trois crises diplomatiques actuelles que l'Occident gère mal : l'effondrement imminent de l'Ukraine, l'illusion de la médiation américaine et le vide stratégique entourant l'Iran.

L'analyse de Freeman tranche à travers les récits dominants des capitales occidentales, offrant un rappel sobre que la diplomatie n'est pas un luxe en temps de

paix, mais une nécessité en temps de guerre. Alors que les États-Unis continuent d'agir en tant que cobelligérant plutôt qu'en honnête courtier, et que l'Europe reste paralysée par une russophobie qui sert de substitut à une véritable stratégie, les conséquences deviennent impossibles à ignorer. L'Ukraine ne se transforme pas en une histoire à succès « entière, libre et européenne » ; elle est plutôt sur la trajectoire de devenir un État résiduel misérable et corrompu qui agira comme un cancer déstabilisateur pour l'Europe et la Russie. Pendant ce temps, au Moyen-Orient, l'absence d'un plan américain cohérent pour l'Iran, couplée au départ discret des États du Golfe du patronage américain, signale un réalignment fondamental des puissances mondiales. Cet article examine ces neuf dimensions critiques du démantèlement géopolitique actuel, s'appuyant sur des précédents historiques et le réalisme diplomatique pour souligner le besoin urgent d'un retour à un art de gouverner sobre et technique.

L'implosion de l'Ukraine : D'« entière et libre » à un État résiduel revanchard



Pendant des années, les décideurs occidentaux ont propagé l'illusion que l'Ukraine était sur une voie inévitable pour devenir une pierre angulaire prospère et démocratique d'une Europe « entière et libre ». La réalité sur le terrain raconte cependant une histoire radicalement différente. L'Ukraine implose politiquement et perd de manière décisive sur le champ de bataille. Le pays subit d'immenses pertes territoriales, fait face à un hiver catastrophique sans infrastructure de chauffage adéquate et voit ses capacités d'exportation agricole sévèrement paralysées.

L'état final probable de ce conflit n'est pas une Ukraine victorieuse et intégrée, mais un État résiduel plus petit et appauvri. Cette entité diminuée sera plus corrompue que jamais, économiquement dévastée et totalement inqualifiée pour l'adhésion à l'Union européenne ou à l'OTAN. Plus dangereusement, elle sera probablement

dominée par des ultra-nationalistes de l'ouest de l'Ukraine qui refuseront d'accepter la réalité de la défaite de leur pays. Au lieu de servir de tampon constructif et de pont entre la Russie et le reste de l'Europe, cet État résiduel sera animé par un nationalisme revanchard. Ce sera une entité instrumentalisée et instable, cherchant perpétuellement à entraîner ses voisins dans le conflit. Comme l'avertit clairement l'ambassadeur Freeman, plutôt que d'être une pierre angulaire de la stabilité, cette Ukraine fracturée deviendra un « cancer pour » l'Europe et la Russie, exportant l'instabilité, la corruption et les griefs non résolus pour les générations à venir.

Le mythe de l'honnête courtier : Pourquoi médier sa propre guerre



Un principe fondamental de la résolution

des conflits est qu'un cobelligérant ne peut pas simultanément servir de médiateur neutre. Pourtant, l'administration américaine actuelle opère sous l'hypothèse absurde qu'elle peut négocier la paix dans une guerre qu'elle alimente activement. Washington n'est pas un honnête courtier ; c'est une partie directe au conflit. Les États-Unis fournissent un soutien crucial en matière de renseignement, facilitent le ciblage pour les frappes à longue portée et continuent de livrer des armes avancées, partageant ainsi une part substantielle du fardeau de la guerre aux côtés des alliés européens.

Cette contradiction inhérente a été mise à nu par les récents voyages mal conçus de personnalités comme Steve Witkoff et Jared Kushner à Moscou et Kiev. Ces individus, dépourvus de capacité diplomatique officielle, de formation formelle ou de connaissance approfondie du terrain, ne représentent rien de plus que les proches personnels d'un ancien président. Leur mission relève moins de l'art de gouverner que du théâtre politique, une tentative de feindre une activité diplomatique là où elle ne peut exister réellement. La paix ne peut pas être négociée par des envoyés non qualifiés faisant des visites éclair de deux heures. Elle nécessite des négociations soutenues, techniques et très détaillées menées par des professionnels

expérimentés. Les pourparlers d'Istanbul de 2022 ont démontré précisément ce qui était possible lorsque de telles négociations techniques étaient autorisées à se poursuivre. Ce cadre a été saboté par des interférences politiques externes, notamment de la part de figures comme Boris Johnson, et il a depuis été rejeté et ignoré. Tant que l'Occident ne reconnaîtra pas qu'il ne peut pas médier une guerre à laquelle il participe activement, toute « initiative de paix » restera une prétention creuse.

L'impératif de la diplomatie en temps de guerre : Maintenir les canaux ouverts

L'une des erreurs les plus dangereuses de la politique étrangère occidentale moderne est la conviction que les relations diplomatiques doivent être rompues en période de conflit actif. Rompre le contact n'est pas une stratégie ; c'est un luxe que seuls les fous peuvent se permettre. La diplomatie doit rester ouverte précisément lorsque les enjeux sont les plus élevés. Comme le note l'ambassadeur Freeman, les diplomates ont une responsabilité éthique de maintenir les lignes de communication ouvertes et de garder les questions ouvertes à la résolution par des moyens autres que la guerre ou la coercition nuisible.

L'histoire offre des leçons claires à ce sujet. Pendant la guerre frontalière sino-indienne de 1962, et plus tard pendant le conflit sino-vietnamien, la Chine a délibérément maintenu ses ambassades ouvertes à Delhi et dans d'autres capitales. Les Chinois comprenaient une vérité géopolitique fondamentale : on ne peut pas gérer un conflit, encore moins le résoudre, si l'on refuse de parler à son adversaire. Le dialogue diplomatique est le mécanisme principal pour prévenir les erreurs de calcul, gérer l'escalade et poser les bases d'une cessation éventuelle des hostilités. Insulter un adversaire avec négligence ou rompre complètement les liens signifie abandonner les outils mêmes conçus pour prévenir la guerre totale. La tendance occidentale actuelle à isoler la Russie diplomatiquement n'est pas une démonstration de force ; c'est un échec profond de l'art diplomatique qui garantit un conflit plus long et plus destructeur.

L'amnésie stratégique de l'Europe et la leçon de Vienne

L'approche de l'Europe envers la Fédération de Russie n'est actuellement pas dictée par le calcul stratégique, mais par une russophobie émotionnelle et historiquement myope. Comme l'observe judicieusement Freeman, la russophobie n'est pas une

politique ; c'est un substitut à celle-ci. Historiquement, ce sentiment était un outil très efficace de la diplomatie britannique au XIXe siècle. En nourrissant la méfiance envers la Russie, Londres a réussi à maintenir le continent européen divisé, équilibrant le Prusse, l'Empire autrichien et la France les uns contre les autres, dominer la masse terrestre eurasiatique.



Aujourd'hui, cependant, cet outil

historique a été détourné par un continent qui a oublié les leçons fondamentales de son propre héritage diplomatique. Les Européens n'ont aucune stratégie viable pour la survie et la prospérité sans le soutien américain, et ils craignent à juste titre que ce soutien devienne de plus en plus peu fiable. Pourtant, au lieu de développer une vision stratégique indépendante, ils restent enfermés dans un état de déni, répétant des platitudes moralistes sur des adversaires « méchants » tout en ignorant les réalités matérielles de la géographie et du pouvoir.

La leçon définitive de l'histoire européenne est qu'il ne peut y avoir de paix durable sur le continent sans l'inclusion de toutes les grandes puissances européennes dans un ordre de sécurité collective. Après les guerres napoléoniennes, les architectes du Congrès de Vienne en 1815 ont choisi judicieusement de réintégrer une France vaincue dans l'équilibre des pouvoirs européen, plutôt que de l'exclure^[1] ment. À l'inverse, après la Première Guerre mondiale, le Traité de Versailles a poursuivi une paix vindicative et exclusive, excluant délibérément une Allemagne encore puissante et l'Union soviétique nouvellement formée des conseils de l'Europe. Cette erreur catastrophique a directement ouvert la voie à la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, l'Europe répète cette erreur en tentant d'exclure^[2] ment la Russie de l'architecture de sécurité continentale. Une Europe stable et prospère est impossible sans une relation normalisée et respectueuse mutuellement avec la Fédération de Russie, une réalité que les dirigeants européens actuels semblent totalement incapables de reconnaître.

La représaille disproportionnée d'Israël et l'érosion de la souveraineté britannique

L'effondrement des normes diplomatiques n'est pas confiné à l'Europe de l'Est ; il est tout aussi évident au Moyen-Orient, en particulier dans la relation entre le Royaume-Uni et Israël. Récemment, le Royaume-Uni a imposé des mesures commerciales mineures, largement symboliques, s'élevant à seulement 14 millions de livres sterling par an. En réponse, Israël a exécuté des représailles diplomatiques disproportionnées et hautement calculées. Le gouvernement israélien a effectivement bloqué la capacité du Royaume-Uni à maintenir des relations avec les Palestiniens, en fermant le Consulat général britannique à Jérusalem, en bloquant la participation britannique au Groupe international de soutien pour Gaza et en arrêtant l'implication britannique dans la formation des services de sécurité palestiniens.

D'un point de vue diplomatique, il s'agit d'un test profond de souveraineté. Israël a effectivement opposé son veto à la politique étrangère indépendante du Royaume-Uni dans la région, exploitant un différend commercial mineur pour imposer un blocus politique plus large. L'hypothèse à Londres semble être que riposter par des mesures diplomatiques ou financières équivalentes attirerait la colère de l'establishment politique américain, conduisant à une posture d'acquiescement passif. C'est un précédent dangereux. Lorsqu'une puissance étrangère peut dicter les termes des engagements diplomatiques d'une nation souveraine par des représailles punitives, cette nation a cessé d'agir en tant qu'acteur indépendant. Une politique étrangère responsable exigerait une réponse ferme et réciproque, y compris l'expulsion potentielle de diplomates israéliens, pour rétablir les limites d'une conduite acceptable entre États. L'échec à le faire signale une érosion troublante de l'intégrité diplomatique occidentale.

L'Iran et l'illusion de la force sans art de gouverner



La troisième crise majeure mal gérée par l'Occident est la confrontation continue avec l'Iran. L'approche prévalente, particulièrement sous l'influence de figures comme Donald Trump, est caractérisée par une absence totale de plan politique cohérent. La stratégie retombe sur l'application arbitraire et capricieuse de la force, opérant sous l'illusion que la pression militaire seule peut produire des résultats politiques favorables. Comme l'histoire le démontre constamment, la force sans objectif politique clair n'est pas de l'art de gouverner ; c'est simplement de la violence.

Les objectifs déclarés de la campagne de pression maximale contre l'Iran ont été un échec total. L'objectif de changement de régime s'est retourné de manière spectaculaire contre ses initiateurs. Plutôt que de renforcer les forces modérées et démocratiques, la pression externe a ancré le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI). Le nouveau régime est plus dur, plus militariste et moins contraint par le raisonnement théologique que ses prédécesseurs. De plus, l'objectif de démanteler les capacités nucléaires de l'Iran a atteint l'effet inverse. Ayant été témoin du sort des dirigeants qui ont renoncé à leurs dissuasions, et observant l'incapacité de l'Occident à faire respecter les accords, l'Iran a reçu une démonstration vigoureuse et pratique de la nécessité d'une dissuasion nucléaire. La campagne de pression a rendu le développement d'un dispositif nucléaire par l'Iran beaucoup plus probable, pas moins.

Au lieu d'affaiblir et d'isoler l'Iran, les politiques occidentales l'ont ancré, lui permettant d'étendre son influence et d'étrangler les approvisionnements mondiaux critiques en hydrocarbures. Cela a contribué directement aux crises énergétiques et alimentaires mondiales. Sans issue diplomatique ou cadre négocié, les États-Unis et leurs alliés sont piégés dans un cycle d'escalade inutile, sapant leur propre crédibilité tout en échouant à atteindre un seul objectif stratégique.

L'autonomie stratégique du Golfe : Au-delà du patronage américain

Alors que Washington reste fixé sur une coercition inefficace, les nations du Golfe réécrivent silencieusement mais décisivement l'architecture de sécurité régionale. Pendant des décennies, le Moyen-Orient a été régi par une relation patron-client, avec les États-Unis (ayant hérité du rôle de la Grande-Bretagne en 1967) garantissant la sécurité en échange de la conformité stratégique. Cette époque touche à sa fin. Les États du Golfe, dirigés par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont reconnu une vérité fondamentale : les bases militaires américaines dans la région ne servent pas de bouclier ; elles agissent comme un aimant pour les attaques.

Par conséquent, ces nations construisent activement leurs propres arrangements de sécurité coopératifs, s'éloignant décisivement de la subservience au pouvoir américain. Un exemple primordial est l'émergent « **Accord de défense de La Mecque** » ou alliance, qui cherche à consolider une relation stratégique entre l'Arabie saoudite, le Pakistan et la Turquie. Il ne s'agit pas d'une alliance formelle de style OTAN avec un commandement unifié, mais plutôt d'une coalition pragmatique et flexible conçue pour équilibrer à la fois un Israël agressif et un Iran assertif.

Ce cadre tripartite est formidable. Il combine les capacités nucléaires et la main-d'œuvre abondante du Pakistan, les ressources financières de l'Arabie saoudite, et la capacité industrielle avancée et l'armée formidable de la Turquie. C'est un rejet clair de la notion selon laquelle le Golfe doit compter sur la protection occidentale. Notamment, ce réalignement est soutenu à la fois par la Russie et la Chine, car il sert leur intérêt à diminuer l'hégémonie américaine dans la région. Même l'Iran, bien qu'étant une cible de cet acte d'équilibrage, a bien accueilli ce changement, reconnaissant qu'un Moyen-Orient multipolaire est préférable à un Moyen-Orient dominé par une seule puissance externe imprévisible. Les États du Golfe poursuivent l'autonomie stratégique, et ils le font sans chercher les conseils de Washington.

Conclusion : Le besoin urgent d'un retour à un art de gouverner réaliste

La convergence de ces crises peint un tableau sombre de la politique étrangère occidentale. Les États-Unis et leurs alliés européens tentent de gérer les réalités géopolitiques du XXI^e siècle avec une boîte à outils définie par la rigidité idéologique, l'amnésie historique et la réactivité émotionnelle. La croyance que

L'Ukraine peut être maintenue indéfiniment comme proxy, que l'Iran peut être intimidé jusqu'à la soumission sans cadre diplomatique, et que les États du Golfe toléreront indéfiniment un patron qui ne peut pas les protéger, est une illusion dangereuse.

Les avertissements de l'ambassadeur Chas Freeman servent de correctif crucial à cette folie ambiante. La voie à suivre ne consiste pas à doubler la mise sur des politiques échouées ni à compter sur des proches politiques non qualifiés pour accomplir des miracles diplomatiques. Elle exige un retour au travail sobre, technique et souvent peu glamour de l'art de gouverner traditionnel. Elle exige de reconnaître qu'une paix durable en Europe nécessite l'inclusion de la Russie dans une nouvelle architecture de sécurité. Elle exige que l'Occident reconnaisse son rôle de cobelligérant en Ukraine et cesse la prétention de médiation neutre. Elle exige le courage de maintenir les canaux diplomatiques ouverts même avec les adversaires, et la sagesse de comprendre que la force n'est utile que lorsqu'elle sert un objectif politique clairement défini.

Si l'Occident continue d'ignorer ces réalités, il perdra non seulement les conflits en cours, mais sacrifiera également sa crédibilité et son influence sur la scène mondiale. L'Ukraine deviendra l'État résiduel cancéreux qui déstabilise le continent, l'Iran accélérera ses ambitions nucléaires dans un vide diplomatique, et le Moyen-Orient se réalignera entièrement sans apport occidental. Le temps de polir l'échec et de rebrandir la défaite est révolu. Le temps d'une diplomatie réaliste, prudente et courageuse est maintenant venu.